



Séance ordinaire du mardi 3 octobre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le trois octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Eliane LLORET, Cyril MEUNIER, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Tramway - Extension Ligne 1 - Dénomination de la nouvelle station de tramway - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La réalisation de l'extension de la ligne 1 de tramway va permettre la desserte de la Gare Montpellier Sud de France via une infrastructure de transport lourde apportant confort, fluidité et rapidité aux voyageurs et aux habitants de Montpellier. Cette prolongation de voie ferrée, tant attendue, va permettre de relier et donner toute leur mesure aux deux gares de Montpellier. L'extension desservira également le lycée Pierre-Mendès-France ainsi que le nouveau quartier Cambacérès, ses écoles supérieures, ses entreprises et sa halle de l'innovation. D'ici 2025, le centre-ville de Montpellier sera accessible en 20 minutes via la ligne 1 de tramway.

Sur ce parcours, une nouvelle station sera créée, sur la place Françoise-Héritier, au pied de la rampe d'accès au parvis de la Gare SNCF Montpellier Sud de France. Cette station constituera le nouveau terminus de la ligne 1.

Il est ainsi proposé de nommer cette nouvelle station : « *Gare Sud de France* »

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la dénomination de cette nouvelle station ;
- D'intégrer cette station à la liste des stations du réseau de tramway actuel ;
- D'autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 17/10/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 octobre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231003-242744-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 17/10/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.